

Lyon

Squat rue Neyret : les mineurs expulsés trouvent refuge à la mairie du 1^{er}

Les forces de l'ordre sont intervenues vers 6 h 30 ce mardi matin, dans les pentes de la Croix-Rousse, pour procéder à l'évacuation d'un squat occupé par des mineurs isolés. Une trentaine d'entre eux a été accueillie dans l'urgence à la mairie du 1^{er} en l'absence de solutions de relogement ou de mise à l'abri.

Ce mardi matin, un fourgon de CRS bloque une entrée de la rue Neyret, dans les pentes de la Croix-Rousse. L'autre accès est barré par des rubaliseuses. Un camion, équipé d'un monte-meuble, évacue des deux derniers étages du mobilier et des objets abandonnés dans des appartements occupés quelques heures plus tôt par de jeunes mineurs originaires d'Afrique de l'ouest.



Une société de déménagement est intervenue ce mardi matin pour évacuer matériel et objets. Photo Régis Barnes

Les accès seront condamnés

La police est intervenue vers 6 h 30 pour procéder à l'évacuation de ce squat qui hébergeait jusqu'à 70 personnes. La préfecture a indiqué « mettre fin à l'occupation illicite » du lieu, « sur décision de justice rendue en janvier 2024. 33 personnes ont été évacuées et mises à la rue. Parmi elles, cinq étrangers en situation irrégulière ont été interpellés. » L'opération a eu lieu quelques semaines avant la trêve hivernale qui commence ce vendredi 1^{er} novembre et durera jusqu'au 31 mars.

Petit déj'solidaire à la mairie du 1^{er}

Le Collectif Soutiens/Migrants Croix-Rousse est à l'origine en mars 2023, de l'ouverture de ce lieu, dans des locaux appartenant à la Fondation La Salle, pour mettre à l'abri des mineurs isolés sans solution d'hébergement, en attente de reconnaissance de leur minorité. Une entreprise a été réquisitionnée pour condamner l'accès à ces appartements désormais inoccupés. Le matériel récupéré sera stocké dans un garde-meubles de la région lyonnaise. Les quelques riverains présents ce mardi matin indiquent avoir entendu un peu de bruit vers 8 heures,

« Il y avait beaucoup de forces de l'ordre pour cette expulsion mais c'était relativement calme »

Paul et Nina, membres du Collectif Migrants Croix-Rousse

mais rien de plus.

Quelques mètres plus bas, l'effervescence à la mairie du 1^{er} arrondissement, place Sathonay, contraste avec la tranquillité de la rue Neyret. Une vingtaine de jeunes expulsés a trouvé refuge dans la salle du conseil où la maire Yasmine Bouagga (Les Écologistes) a organisé un petit-déjeuner « solidaire ». Comme tous les groupes politiques de gauche de la Métropole et de la Ville qui ont réagi dans des communiqués de presse et sur les réseaux sociaux, elle s'insurge contre cette évacuation qui envoie à la rue ou dans d'autres campements de fortune comme celui du square Béguin, dans le 7^e, de jeunes mineurs sans toit et sans aucune solution de mise à l'abri (*lire par ailleurs*).



Les occupants du squat ont été accueillis à la mairie du 1^{er}.

Photo Régis Barnes

Des membres du Collectif Migrants Croix-Rousse, sur place lors de cette opération, apportent soutien et réconfort au groupe de jeunes assis en cercle qui ne savent pas trop ce qu'il adviendra de leur sort : « Il y avait beaucoup de forces de l'ordre pour cette expulsion mais c'était relativement calme », témoigne Paul et Nina. « Le bâtiment est expulsable depuis septembre, donc on était en veille, d'autant que la trêve hivernale se rapproche. On avait un contact régulier avec la mairie du 1^{er} qui savait qu'on serait en difficulté. Parce qu'aujourd'hui, aucune solution de relogement n'est proposée par les pouvoirs publics. »

Les militants dénoncent un « message politique envoyé à

l'opinion publique » : « Ce squat était officiel depuis 18 mois, on n'a pris personne par surprise. Un jugement a eu lieu pour que ses occupants puissent rester jusqu'en août 2024 mais personne n'a réglé le problème alors que 80 % des mineurs obtiennent la reconnaissance de minorité qui leur permet une prise en charge par l'aide sociale à l'enfance. »

« L'État est dans son rôle »

Contactée, la préfecture souligne qu'elle ne fera aucun commentaire, « l'État est dans son rôle et la préfecture se doit de mettre fin à l'occupation illicite du lieu en évacuant les squatteurs ».

● Régis Barnes

Réaction ►

« Cette situation nous inquiète beaucoup »

Mohamed-Lamina, Guinéen de 17 ans. Expulsé du squat rue Neyret.

« J'ai 17 ans, je viens de Guinée, je suis arrivé en France il y a presque un an. Avant d'être rue Neyret, j'étais dans un campement, mais la vie était difficile sous une tente. Dans l'appartement, on avait un toit, un peu d'électricité, un coin pour se faire à manger. Je ne sais pas ce que l'on va devenir, on a aucune nouvelle, on nous parle d'une manifestation pour nous soutenir. Cette situation nous inquiète beaucoup. On essaie de rester solidaire, peut-être que certains vont partir dans d'autres villes ou dans des campements. On attend un jugement pour être reconnu mineur. Moi, j'aimerais faire un CAP et vivre tranquillement en France. Je ne pensais pas avant de venir ici que ce serait si dur. Alors que mon pays a été une colonie de la France. Il y a aussi la question du racisme qui nous préoccupe. »